

---

**Maître d’Ouvrage :**  
URSSAF LANGUEDOC ROUSSILLON  
23 Allée de Delos  
34965 Montpellier cedex

---

---

**Maître d’Œuvre :**  
BET SAI  
3 rue Henri Becquerel  
ZI Plaine de Caumont  
11200 LÉZIGNAN-CORBIÈRES

---

---

**OPÉRATION :**  
**Maintenance des installations thermiques des sites de  
l’URSSAF Languedoc Roussillon**

---

***Cahier des Clauses Techniques Particulières***

**Phase – DCE**

BET SAI  
ZI Plaine de Caumont  
3 rue Henri Becquerel  
11200 LEZIGNAN CORBIERES  
Tél. : 04 68 40 18 73 Fax : 04 68 33 86



**SOMMAIRE**

<b>1.</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>DEFINITION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
2.1	Nature .....	5
2.2	Périmètre .....	6
2.3	Sécurité au travail .....	7
2.4	Engagement de conformité   Réglementation et prescriptions à respecter.....	9
2.5	Conditions à garantir .....	9
2.5.1	Période de fonctionnement.....	9
2.5.2	Température.....	10
2.6	Hygrométrie .....	10
2.7	Traitement d'eau.....	11
2.8	Agrément de qualification .....	11
2.9	Etat des lieux .....	11
2.10	Cas de force majeure .....	11
2.11	Assistance technique .....	12
<b>3.</b>	<b>PRESTATION DE MAINTENANCE .....</b>	<b>13</b>
3.1	Maintenance préventive et contrôle .....	13
3.1.1	Définition.....	13
3.1.2	Exigences minimales relatives aux échéances de maintenance préventives.....	14
3.2	Maintenance palliative et curative .....	16
3.2.1	Maintenance palliative.....	16
3.2.2	Maintenance curative .....	18
3.3	Equipements de type numérique ou informatique .....	19
3.4	Contrôle des prestations .....	19
3.4.1	Autocontrôle.....	19
3.4.2	Vérification par l'urssaf ou son représentant .....	20
<b>4.</b>	<b>MODALITE D'EXECUTION.....</b>	<b>21</b>
4.1	Moyen mis à la disposition du titulaire.....	21
4.2	Modalités d'appel du titulaire .....	21
4.3	Portail web .....	21
4.4	Fournitures et main d'œuvre à la charge du titulaire.....	21
4.5	Fournitures et main d'œuvre à la charge de l'URSSAF .....	22
4.6	Pièces de rechange hors forfait .....	22
4.7	Modalités pour Transfert de compétences et de responsabilités.....	23
4.8	Bilan et suivi .....	23
4.9	Stock de pièces détachées.....	24
<b>5.</b>	<b>OBLIGATION ET ASSURANCE.....</b>	<b>25</b>
5.1	Obligation du prestataire .....	25

<b>5.2</b>	<b>Assurance .....</b>	<b>25</b>
<b>5.3</b>	<b>Garantie .....</b>	<b>25</b>
<b>5.4</b>	<b>Modification ou évolution des périmètres.....</b>	<b>25</b>

# 1. OBJET DU MARCHÉ

---

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenance préventive et palliative des équipements et installations thermiques des sites de **l'Urssaf du Languedoc-Roussillon**.

**Site de l'Aude : 20 rue Saint Michel 11000 Carcassonne**

**Site des Pyrénées Orientales : 26 rue Petite La monnaie 66000 Perpignan**

**Sites de l'Hérault :**

**- 23 allée de Délos 34 965 Montpellier**

**- Boulevard Jules Cadenat 34500 Béziers**

**Site du Gard : 77, Chemin Bas Du Mas De Boudan 30 932 Nîmes,**

La procédure est allotie comme suit :

- Lot 1 : Maintenance des installations thermiques site **de Nîmes et Montpellier.**
- Lot 2 : Maintenance des installations thermiques site de **Béziers, Carcassonne et Perpignan**

La présente opération est passée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du code de la sécurité sociale.

Chaque lot sera régi, pour son exécution, par l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est commun à l'ensemble des lots et précise les prestations attendues .

Les parties contractantes sont :

- D'une part, l'URSSAF du Languedoc-Roussillon représentée par son Directeur ou par toute personne habilitée pour l'exécution de ce marché ;
- D'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée ci-après « le titulaire ».

## 2. DEFINITION DES PRESTATIONS

---

### 2.1 Nature

Le titulaire est chargé d'exécuter les prestations de maintenance des niveaux 1 à 4 tels que définis par la norme AFNOR NF X 60-010, à savoir :

- Maintenance de Niveau 1

Réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles, sans aucun démontage ou ouverture de l'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité (voyants, fusibles).

- Maintenance de Niveau 2

Dépannage par échange standard et opérations mineures de maintenance préventive (exemple : graissage, contrôle de bon fonctionnement).

- Maintenance de Niveau 3

Réparations mineures, opérations courantes de maintenance préventive (réglage, réaligement, appareils de mesure).

Identification et diagnostic des pannes. Réparation par échange, réparation mineure.

- Maintenance de Niveau 4

Travaux importants de maintenance corrective et préventive, à l'exception de la rénovation et de la reconstruction.

#### **Prestations de base :**

Le titulaire de chaque lot a pour mission de maintenir en permanence les installations thermiques dans un bon état de bon fonctionnement, il devra donc assurer la surveillance périodique des installations, les contrôles et les réglages. Il devra donc effectuer la maintenance préventive selon l'échéancier proposé et assurer la maintenance palliative permettant de conserver les installations dans le meilleur état possible et d'assurer les dépannages 24h/24 tous les jours calendaires ;

Le marché concerne les postes suivants :

P2 : conduite de l'installation et petit entretien. Il convient d'entendre la conduite, la surveillance, le réglage, l'entretien courant, les menues réparations et petites fournitures (dans la limite de **50 € HT unitaire**). Le cout de la main d'œuvre nécessaire au remplacement est inclus dans le forfait.

Il s'agit donc d'assurer la maintenance préventive, la maintenance palliative (dépannage) et de la maintenance curative selon les modalités prévues à l'article 3.2.2.

**Le titulaire devra, sous sa seule responsabilité, maintenir en parfait état de marche l'ensemble des matériels thermiques avec au minimum, et en tout état de cause en fonction du matériel et des préconisations du fabricant.**

**Dans le cadre de ses obligations, il se conformera aux conditions des notices d'entretien des fournisseurs de ces matériels.**

**Durant toute l'année, le titulaire assurera la surveillance, le réglage, l'équilibrage des installations techniques en vue d'obtenir leur meilleure marche économique.**

**Les réglages ne pourront être modifiés qu'après accord écrit de l'organisme.**

Au niveau de la maintenance curative, les conditions d'obtention de devis sont définies dans le présent CCTP (se reporter à l'article 3 du CCTP).

## 2.2 Périmètre

### 2.2.1 Prestations de base

Les prestations de base (maintenance préventive, palliative et curative), couvrent les installations décrites ci-dessous pour chacun des lots. Les équipements pour chacun des lots sont décrits en **annexe 1**.

**Les prestations seront réalisées suivant les fréquences minimales indiquées en annexe1.**

**Elles comprennent :**

- Tout le matériel présent en chaufferie locaux techniques et toitures, (voir annexe 1 liste du matériel)
- Ensemble des accessoires concourants directement ou indirectement au fonctionnement des installations objet du marché : ensemble des vannes, vannes d'équilibrage, thermomètres, manomètres, sondes, pressostats, filtres et autres accessoires,
- Stockage de combustibles solides, liquides et gazeux y compris les liaisons avec accessoires entre stockage et intérieur des locaux techniques,
- Cheminées, carnaux de ventilation haute et basse de la chaufferie et locaux techniques,
- Ensemble des compteurs appartenant au maître d'ouvrage (compteurs gaz, compteur d'eau, compteur électricité)
- Organes de distribution d'eau chauffage et d'eau glacée (vannes, vannes d'équilibrage, robinets, tés de réglage, purgeurs, vidanges, réducteurs de pression, flexibles, robinets thermostatiques, vannes motorisées et tous accessoires) à l'exclusion des réseaux et émetteurs.
- Équipements des ventilo-convecteurs et cassettes (thermostat, ventilateur et moteur, vannes motorisées), à l'exclusion de la batterie, de la carrosserie et des habillages menuisés,
- Organes de réseaux de ventilation et traitement d'air (CTA, caisson, bouches) à l'exclusion des gaines de distribution
- Cumulus thermodynamique
- Les climatiseurs de type split système.
- Ensemble des équipements d'alimentation électrique, de protection électrique dédiée à l'ensemble des installations thermiques (production de chaud, production de froid, split-système, assainissement)

**Concernant le site de Perpignan il convient de noter que :**

- **Une partie est occupée (1er étage et partie RDC) par la CPAM des Pyrénées Orientales. Cette dernière pourra contacter directement le titulaire pour toute demande d'intervention.**
- **L'installation de production d'eau glacée permettant l'alimentation du bâtiment pour le traitement des apports en période estivale est une installation en location. La maintenance sur ces équipements de production est exclue de ce marché**

Dispositions particulières pour les sites de BEZIERS, CARCASSONNE, PERPIGNAN et MONTPELLIER :

La maintenance logicielle et la téléassistance des systèmes de GTB/GTC sont réalisées par les constructeurs ou les intégrateurs agréés par les marques (DELTADORE, SAUTER et SAIA) pendant toute la durée du contrat. L'ensemble des autres prestations relatives aux GTB/GTC seront effectuées par le titulaire.

**Le tableau ci-dessous indique par équipement la prestation attendue :**

Installation	Maintenance préventive	Maintenance palliative	Maintenance Curative
Installation de climatisation (groupe froid) et ses auxiliaires (émetteurs, réseau de distribution, alimentation électriques, automatismes, alimentation d'eau, évacuation des condensats)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
Les climatiseurs des locaux techniques et salles informatiques et leurs auxiliaires (alimentation électriques, automatismes, évacuation des condensats)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
Installation de chauffage et ses auxiliaires (émetteurs, réseau, alimentation électriques, automatismes, alimentation d'eau)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
Centrale de traitement d'air (centrale, réseau et bouches)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
VMC (caissons + réseau + bouches)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
Les cumulus et ses auxiliaires (réseau alimentation électriques, automatismes, alimentation d'eau)	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
L'ensemble des réseaux (chauffage, réseau froid, clim, sanitaire...) depuis le compteur d'eau	OUI Forfaitaire	OUI Forfaitaire	OUI A bon de commande
Robinetterie, plomberie salle d'eau type réfectoire, sanitaires (lavabos, WC, urinoirs)....	NON Forfaitaire	NON Forfaitaire	OUI A bon de commande

### **2.3 Sécurité au travail**

Le Titulaire devra intégrer, dans son offre, toutes les dispositions nécessaires afin :

- de n'occasionner aucune gêne pour le voisinage durant les travaux,
- de confiner les zones de travail de son personnel dans les différentes zones de chantier mises à disposition,
- de mettre en œuvre les moyens nécessaires et conformes à la réalisation des tâches.

Le Titulaire devra respecter les règles suivantes relatives à la sécurité du travail :

- Hygiène et sécurité des travailleurs, livre II du Code du Travail,
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 avec sa circulaire d'application (DRT 89-2 du 6 février 1989) sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 avec sa circulaire d'application du 29 mars 1965 sur les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute : des travaux du bâtiment, des travaux publics et tout autres travaux concernant les immeubles,
- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, fiche d'information n° 6093 DEF/CGA/AMG/IT.ARM du 18 août 1986 relative à l'obligation du Titulaire de signaler immédiatement tout accident de travail mortel, grave ou susceptible d'arrêt de travail survenu à son personnel durant les travaux ainsi que tout accident mettant en cause la sécurité de l'établissement,

- Loi du 6 décembre 1976 sur le développement de la prévention des accidents de travail,
- Décret du 29 novembre 1977 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- Code de la Route (circulation des véhicules et engins des entreprises et signalisation routière),
- Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 concernant la sécurité, la protection de la santé et des conditions de travail,
- Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 concernant la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Décret n° 95.543 du 4 mai 1995 concernant les Collèges Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT),
- Décrets n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995 sur les travailleurs indépendants,
- Circulaire DRT 96-5 du 10 avril 1996,
- Les articles L230-2 et R237-1 à R237-8 du Code du Travail.

Tout autre texte émanant des Services de Prévention de la Sécurité Sociale et de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.).

Sous réserve de disposition légale, le Titulaire assurera seul la responsabilité de la réparation des dommages de toute nature résultant de l'exercice de son activité sur le lieu d'implantation ou provenant de la part de ses agents. Cette responsabilité s'applique aux dommages de toute nature causée soit aux Agents et aux biens du Titulaire, soit aux Agents et aux biens, meubles et immeubles de **l'Urssaf** ; soit aux tiers, aux biens et meubles de ce tiers.

Le Titulaire sera donc tenu de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

L'Urssaf sera en mesure de suspendre immédiatement l'exécution des travaux dans le cas où ceux-ci ne seraient pas effectués dans les conditions normales de sécurité.

#### **Consignes propres à l'Urssaf :**

Lors de chaque intervention sur le site, le personnel du titulaire du marché devra respecter **les consignes de sécurité générales** qui sont annexées au présent contrat. Pour les interventions informatiques, les **consignes relatives à la sécurité du système information jointes également en annexe**, devront également être respectées par le personnel du titulaire.

Ces annexes ont une valeur contractuelle.

Ces consignes seront en outre signées par le personnel intervenant sur le site.

Le titulaire du marché ou son représentant s'engage à informer son personnel du contenu de ces consignes.

En cas de non-respect de ces consignes, le titulaire du marché est conscient que les membres du groupement pourront engager des poursuites à son encontre.



## **2.4 Engagement de conformité | Réglementation et prescriptions à respecter**

L'ensemble des réalisations devra être conforme aux lois, décrets, règlements, normes et toutes règles de l'art, applicables dans le cas d'espèce, en vigueur à la date de la signature du contrat de maintenance.

L'Installation, la fabrication et la maintenance devront notamment répondre aux normes, aux décrets et arrêtés publiés au Journal Officiel, tels que (liste non exhaustive) :

- **Les dispositions d'ordre technique des Documents Techniques Unifiés publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment,**
- **Les normes AFNOR et CE en vigueur,**
- **Le règlement de sécurité contre l'incendie applicable aux bâtiments concernés,**
- **Les dispositions réglementaires générales concernant l'utilisation et les économies d'énergie,**
- **Le règlement sanitaire départemental,**
- **Les règles de l'art de la profession se rapportant à la maintenance des installations thermiques et de génie climatique,**
- **L'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression,**
- **La nouvelle réglementation européenne du 1er janvier 2000 concernant les fluides frigorigènes CFC,**
- **Normes de maintenance série NF X60 et NF X50-010.**
- **Le décret N°202-912 du 28/07/2020 relatif à l'inspection et à l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffage et des systèmes de climatisation.**
- **Arrêté du 24 juillet 2020 relatif au contrôle des chaudières.**
- **Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'inspection périodique des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combiné à un chauffage dont la puissance nominale utile est supérieure à 70 kilowatts.**
- **Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à l'entretien des systèmes thermodynamiques dont la puissance nominale est comprise entre 4 kW et 70 kW.**

Le Titulaire devra également se référer aux prescriptions des constructeurs de matériels ainsi qu'aux demandes particulières formulées par les Services Techniques des membres du groupement.

L'ensemble des matériels portera le marquage « CE » obligatoire depuis le 1er janvier 1996.

## **2.5 Conditions à garantir**

### **2.5.1 Période de fonctionnement**

Le fonctionnement des équipements doit être assuré toute l'année.

En pratique, la période effective de climatisation dépend des conditions climatiques et des instructions de l'URSSAF.

Pour chaque saison, les dates respectives de mise en route et d'arrêt des installations souhaitées par l'URSSAF, sont transmises au Titulaire par les utilisateurs de chaque site.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de 24 heures pour que la mise en route ou l'arrêt de la climatisation soit effectif.

Lors d'une mise en route, au-delà de ce délai de 24 heures, il bénéficie d'une nouvelle période de 24 heures pour la mise en température des locaux.

Pour chaque saison, les dates de basculement de production chaud/ froid souhaitées par l'URSSAF, sont transmises par les utilisateurs de chaque site au Titulaire qui disposera des mêmes délais d'intervention que cités précédemment.

### 2.5.2 Température

En période de climatisation, le Titulaire maintient dans les locaux traités une température ambiante conforme aux consignes de l'URSSAF, dans la limite des possibilités techniques de l'installation existante.

Pour les locaux non renseignés dans l'annexe, la température ambiante intérieure des locaux climatisés doit être inférieure de 7°C à la température extérieure dans la limite des exigences réglementaires.

Pendant la période effective de chauffage, le Titulaire assure dans les locaux chauffés la température contractuelle de 19°C et ce tant que la température extérieure n'est pas inférieure à la température de base définie par la réglementation. Dans le cas où la température extérieure descendrait en dessous de la température de base, le Titulaire assurera les meilleures conditions de chauffage possibles compatibles avec l'installation et la sécurité de son fonctionnement.

Un régime réduit de nuit et de week-end sera programmé. L'abaissement des températures de départ et la reprise de sa valeur normale devront être programmés avec un décalage suffisant, de sorte que la diminution de la température des locaux est réellement lieu dans les tranches horaires indiquées précédemment.

#### Mesure des températures

S'il y a lieu, des contrôles de température pourront être faits dans un local témoin défini d'un commun accord par l'URSSAF et le Titulaire.

Dans ce cas, le Titulaire sera tenu de fournir un enregistreur de température qui sera laissé à demeure tant que la mesure sera nécessaire ; la température intérieure étant mesurée au centre de la pièce à 1,50 m du sol.

Cette température s'entend en régime établi, portes et fenêtres fermées, locaux secs, meublés et occupés suivant leur destination et pour une vitesse normale des vents.

#### Insuffisance ou excès de température

Les conditions climatiques sont considérées comme insuffisantes ou excessives si les températures constatées sont les suivantes :

- la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2 °C au moins pendant une période continue de vingt-quatre heures ;
- la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1 °C au moins pendant une période continue de quatorze jours.

## 2.6 Hygrométrie

Dans la limite des capacités des systèmes, le Titulaire maintient une humidité relative de l'air inférieure à 70 %.

## **2.7 Traitement d'eau**

Lorsque les installations sont équipées en conséquence, la prestation due au présent marché comprend la mise en œuvre des produits chimiques nécessaires au traitement des eaux de chauffage pour prévenir l'entartrage, la corrosion et l'embouage des réseaux et installations (hors fourniture).

Le pH et le TH seront conformes aux valeurs exigées par les fabricants de chaudière comme conditions de leur garantie. A défaut, on retiendra les valeurs recommandées dans les brochures SNEC.

Le titulaire n'assurera pas le traitement de l'eau chaude sanitaire.

## **2.8 Agrément de qualification**

Le Titulaire pourra fournir dans son offre les agréments correspondant aux installations et types de matériels sur lesquels il aura à intervenir. Tous les Techniciens et Ouvriers, intervenant dans le cadre du présent marché, devront avoir un niveau de qualification adapté aux tâches qu'ils ont à réaliser.

## **2.9 Etat des lieux**

Dans un délai de trois mois après la date d'entrée en vigueur du marché, le titulaire établira pour chaque site dont il a la charge, un inventaire sérieux et complet, à la fois qualitatif et quantitatif, des installations et matériels qui lui sont confiés. Ce rapport de prise en charge sera remis à l'Urssaf et contiendra au minimum la liste des équipements éventuellement modifiés, l'âge et la puissance des chaudières et brûleurs, l'état technique détaillé de chaque installation, leur état d'entretien, les points non conformes par rapport aux arrêtés du 23 juin 1978, du 02 août 1977 et du 25 juillet 1997 et toutes les autres réglementations en vigueur ainsi que les axes d'amélioration. Il comprendra notamment les analyses d'eau des circuits hydrauliques et test d'acidité des circuits frigorifiques.

Il devra s'appuyer sur les gammes de maintenance définies et les mettre à jour ou compléter au titre des actions de maintenance à réaliser.

**Suite au rapport de prise en charge, un état des lieux contradictoire sera réalisé et au-delà, il ne pourra présenter des réserves.**

En fin de contrat, un rapport final sur l'état des installations sera transmis par le titulaire 3 mois avant le terme du marché. L'organisme pourra décider qu'une réunion de présentation du rapport final sera organisée en présence du nouveau titulaire.

Si le constat effectué à la fin du contrat fait apparaître des anomalies engageant la responsabilité du Titulaire, celui-ci devra mettre en œuvre à ses frais tous les moyens nécessaires à la suppression de ces anomalies.

L'Urssaf pourra demander l'assistance d'un bureau d'étude spécialisé pour les états des lieux contradictoires en début et en fin de contrat ; Celui-ci sera choisi par l'Urssaf qui en supportera la charge.

## **2.10 Cas de force majeure**

Ne sera considéré comme cas de force majeure que tout événement présentant cumulativement un caractère d'extériorité, d'irrésistibilité et d'imprévisibilité tel qu'admis par la théorie générale du droit des obligations.

Ce n'est qu'à cette condition que le Titulaire pourra être totalement ou en partie dispensé d'honorer ses obligations mais, dans tous les cas, il devra rechercher une solution permettant d'assurer la continuité de service des installations du site.

Le cas de force majeure peut entraîner la résiliation du marché si cet état de fait persiste plus de soixante jours calendaires.

La fortuité obéit aux mêmes règles de droit.

## **2.11     Assistance technique**

Dans le cadre de son contrat, le titulaire a pour obligations :

- d'informer l'URSSAF de tous les incidents ou risques d'incidents pouvant entraîner une dégradation du service ou un danger pour les biens ou les personnes
- d'assister l'URSSAF lors des visites de contrôle réglementaire effectuées par tout organisme de contrôle ou expert agréé, en mettant à sa disposition le personnel compétent et les moyens nécessaires pour lui faciliter sa mission (\*).
- d'assister l'URSSAF dans le cadre des visites annuelles d'entretien des systèmes de GTB/GTC par le constructeur.

(\*) Cette assistance inclut en particulier :

- la préparation des équipements pour qu'ils puissent être visités
- la réalisation des manœuvres nécessaires sur les équipements

A noter que les honoraires des organismes de contrôle sont à la charge de l'URSSAF.

## 3. PRESTATION DE MAINTENANCE

---

### 3.1 Maintenance préventive et contrôle

#### 3.1.1 Définition

La maintenance a pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation d'un bien ou d'un service rendu.

Le prestataire doit assurer sur les installations une maintenance préventive selon une périodicité déterminée par l'échéancier de maintenance. L'échéancier de maintenance est proposé par chacun des candidats dans son offre et aura valeur contractuelle dès notification du marché. Le CCTP indique dans son article 3.1.2 les exigences minimales en matière d'échéances d'intervention.

Cette maintenance est destinée à :

- détecter la dégradation des équipements,
- protéger l'installation du vieillissement,
- optimiser les performances des équipements,
- maintenir l'installation conforme et en état d'assurer l'intégralité des fonctions prévues.

#### Pièces dont le remplacement entre dans le cadre du P2 :

Matériel dans la limite de 50 € HT, tout matériel électrique de commande et de protection tels que relais, fusibles, témoins lumineux, bobines, câbles, les joints, la réfection des presse-étoupes des garnitures et des joints des pompes et des vannes, les thermomètres, manomètres, les ingrédients divers (chiffons, huiles, produits d'entretien, etc.).

Pour tous ces produits et accessoires, le Titulaire devra respecter les recommandations des constructeurs. De même, tout remplacement devra être fait à l'identique (qualité, spécification, fabricant), sauf accord préalable écrit des membres du groupement.

Les prestations réalisées au titre de cette maintenance préventive sont des actions planifiées et ne doivent conduire à aucune indisponibilité du matériel ou des installations. Elles sont réalisées en principe pendant les heures ouvrées (du lundi au vendredi entre 8h00-18h00), à l'exception de celles qui nécessitent l'arrêt des installations et qui sont programmées en accord avec le client. Ainsi, lorsque le titulaire doit engager une opération de maintenance préventive avec risque d'impact sur l'activité du bâtiment, il doit préalablement informer le correspondant du bâtiment concerné des conséquences détaillées de son intervention (durée de l'interruption de service, équipements concernés,...) et obtenir son accord au préalable.

Il doit également assurer, dans le cadre du présent contrat, la prise en charge et l'élimination des produits usagés, la mise en route et l'arrêt des installations thermiques.

Toutes les opérations de maintenance préventive devront faire l'objet :

- d'une planification (programme et gamme de maintenance),
- d'un suivi (fiches de passage, journal de maintenance, formulaire d'enregistrement ...),
- d'un bilan annuel.

**Nota :** Tous les appareils de mesures et outillages nécessaires aux différents contrôles et réglages devront avoir subi au préalable un étalonnage ou une vérification par un organisme agréé conformément aux règles d'assurance qualité.

### 3.1.2 Exigences minimales relatives aux échéances de maintenance préventives

**Un planning d'intervention annuel avec gamme de maintenance détaillée (type de prestation, périodicité) pour chaque équipement devra être proposé.  
Les mise à jour, modifications ou complément des gammes de maintenance telles que définies au marché seront mise à jour autant de fois que nécessaire sur toute la durée du contrat**

**Il sera respecté au minimum les exigences suivantes : (liste non exhaustive. Se référer aux gammes de maintenance et liste des matériels associée au présent dossier)**

Installation (voir annexe 1)	Exigences minimales Maintenance préventive
<p><b>PRODUCTION DE CHAUD</b> Installation de chauffage (chaudières et ses annexes, régulateur, pompes de circulation, système de traitement d'eau , armoires électriques dédiées, etc...)</p> <p><b>PRODUCTION DE FROID</b> Installation de climatisation (groupe froid, pompes de circulation, système de traitement d'eau, armoire électrique dédiée, etc...)</p>	<p>Interventions pour mise en marche / arrêt</p> <p>Interventions mensuelles pendant période de fonctionnement : contrôle visuel</p> <p>Intervention suivant gammes en annexe: visite approfondie</p> <p>Présence obligatoire lors de vérifications réglementaires annuelles ou périodique selon l'installation (chaudière gaz...)</p> <p>Etablir les fiches de contrôle réglementaire de disconnecteurs (et transmission DDASS) et justificatifs obligatoires ou préconisés (contrôle huile, étanchéité pour certaines installations...)</p> <p>Le détail et la périodicité des prestations d'entretien (contrôle des températures, relevé combustible, remplissage, graissage, contrôles et réglage des différents éléments, contrôle étanchéité et des sécurités, contrôle des pressions, remise en peinture, nettoyage filtres et autres éléments, ramonage...) seront proposés dans le planning des interventions remis par le candidat dans son offre.</p> <p>Test d'acidité de l'huile.</p> <p>Contrôle étanchéité formalisé selon la réglementation en vigueur.</p>
<b>TERMINAUX CHAUFFAGE – CLIMATISATION</b>	Entretien, contrôle annuel, Nettoyage des filtres et remplacement si nécessaire semestriel
<b>CLIMATISEURS SPLIT SYSTEM</b>	<p>Interventions d'entretien annuelles minimum</p> <p>Contrôle visuel mensuel et nettoyage le cas échéant,</p> <p>Contrôle étanchéité formalisé selon la réglementation en vigueur.</p> <p>Présence obligatoire lors de vérifications réglementaires annuelles ou périodique selon l'installation.</p>

CENTRALE DE TRAITEMENT D'AIR – VMC	Intervention d'entretien trimestriel, Nettoyage des bouches annuel.
CHAUFFE EAU Thermodynamique	Intervention annuelle : contrôle visuel, nettoyage, resserrage, réglages éventuels...
RESEAUX L'ensemble des réseaux (chauffage, clim, sanitaire...) depuis le compteur d'eau	Analyse d'eau par réseau avec rapport d'analyse (mesures du pH, TH, teneurs en fer, cuivre, zinc, chlorures, sulfates et matières en suspension). La dépose, pour examen, des manchettes témoin, et leur remise en place. Reprise ponctuelle de tout calorifuge de réseaux d'air et de fluide. Reprise de peinture des réseaux de fluide en locaux techniques.

## 3.2 Maintenance palliative et curative

### 3.2.1 Maintenance palliative

**Maintenance palliative** : il s'agit des actions destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise. Il peut également s'agir de menues réparations.

Les dépannages sont réalisés à la demande du client : lorsque le Titulaire doit réaliser un dépannage sur une installation ou un équipement, il rédige une fiche d'intervention, formalisée en annexe, selon le processus suivant :

- il enregistre la défaillance (nature, lieu, date, heure), dont il prend connaissance par la réclamation du client : il note le nom du demandeur et la nature de la défaillance,
- il réalise le dépannage dans un délai fixé à compter de la date d'enregistrement de la défaillance,
- il note la date de constat de remise en fonctionnement,
- il précise les conséquences de son intervention, en particulier si le dépannage réalisé présente quelques réserves sur la fiabilité de l'installation,
- il indique si l'action de dépannage a suffi à remettre l'installation dans des conditions durables de bon fonctionnement ou si une action de maintenance curative est nécessaire.

**Est compris dans le cadre de la maintenance palliative le remplacement des pièces et fournitures d'une valeur inférieure à 50€ HT.** Si un sous-ensemble d'un équipement doit être changé ou réparé, seul le prix de ce sous-ensemble doit être pris en compte.

### Le délai d'intervention est défini suivant deux types d'appels :

#### A. Définition des types d'appels :

- **appel prioritaire :**
  - suite à l'arrêt total ou partiel des productions thermiques



- l'apparition d'un risque potentiel pour la sécurité des personnes lié aux installations thermiques
  - panne d'une climatisation d'un local technique
  - dégât des eaux sur l'ensemble des installations définies dans le périmètre technique
- **appel non prioritaire** : défaut constaté sur un seul équipement (exemple : panne d'un seul radiateur ou d'un seul ventilo-convecteur ou d'un wc...)

**B. Les périodes d'interventions :**

	<b>Période</b>
Jour / horaire	7 jours /7 et 24 h/24
Délai maximum <b>appel prioritaire</b>	<b>6 heures à la suite d'un appel prioritaire (dans le cadre de la plage horaire 08h00-18h00).</b> <b>Exemple :</b> Signalement URSSAF : 16h00 J Intervention : avant 12h00 J+1 <b>Autre exemple :</b> Signalement URSSAF : 08h00 jour J Intervention : avant 14h00 jour J
Délai maximum appel <b>non prioritaire</b>	<b>24 heures suite à un appel non prioritaire :</b> <b>Exemple :</b> Signalement URSSAF : 11h00 jour J Intervention : avant 11h00 jour J+1

Observation : Le candidat dans son offre pourra proposer des délais d'intervention plus courts. Ces délais deviendront contractuels si l'offre du candidat est retenue.

### C. Traçabilité des appels :

Les appels devront être tracés (date, heures, objet) par le titulaire. Le candidat indiquera dans son offre les modalités mises œuvre et devront à minima être composé d'une interface web permettant de recenser et de suivre en temps réel le traitement d'un appel et des actions correctives.

### 3.2.2 Maintenance curative

**Maintenance curative** : les actions ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise.

#### **Généralités :**

Si l'action de dépannage précédente n'a pas suffi à remettre l'installation dans des conditions durables de bon fonctionnement, le titulaire doit proposer une ou plusieurs solutions de réparation clairement argumentées, chiffrées et planifiées (avec durée des travaux) dans les délais suivants :

🔧 **remise d'un devis dans les 8 jours calendaires qui suivent le dépannage en indiquant les délais de réalisation à compter de la validation du devis.**

Le Titulaire interviendra uniquement sur demande de l'URSSAF et établira une proposition détaillée des travaux et fournitures nécessaires permettant d'effectuer le choix de réparer ou de remplacer les éléments défectueux,

Dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le Titulaire informe le responsable de l'URSSAF immédiatement,

Lorsqu'en cours d'intervention le Titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que certaines prévues se révèlent inutiles, il doit avant toute modification de son exécution demander l'accord de l'URSSAF.

Pour les matériels ou équipements dont la période de garantie est comprise dans la durée du marché de maintenance, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements afin d'assurer la coordination de leurs interventions.

Le Titulaire s'engage à fournir des composants de pièces de rechange ayant fait l'objet d'une homologation. Ces composants et les matières consommables nécessaires à leur fonctionnement auront des caractéristiques techniques conformes aux préconisations du constructeur.

Toute pièce défectueuse remplacée sera présentée sur demande au responsable de l'URSSAF. Dans le cas où la pièce défectueuse peut être réparée, celle-ci pourra être réutilisée suivant proposition du Titulaire et accord de l'URSSAF.

Il sera fourni en annexe à l'offre de prix du Titulaire une décomposition tarifaire des interventions donnant :

- le tarif ou forfait de déplacement, le tarif horaire de la main d'œuvre,
- le coefficient d'entreprise sur les factures d'achat des matériels.

Nota : Les prix donnés par le Titulaire comprennent obligatoirement tous les frais annexes aux opérations à réaliser dans le cadre du présent marché et notamment (liste non exhaustive):

Les frais généraux, Les frais financiers,

Les frais de transport, conditionnement et stockage des matériels, Les frais de manutention,

Les assurances et cautions diverses,

La gestion technique des fonctions de maintenance avec :

- **Rapports d'évaluation, planification, coordination des interventions,**
- **Les études, notes de calculs et mises à jour des documents,**
- **Réception, tests, contrôles,**
- **Rapports d'intervention,**
- **Propositions d'amélioration ou de reprise de non-conformité.**

#### **Prestations comprises dans le marché :**

Les petites réparations sont comprises dans le marché dans les conditions suivantes :

- **Elles ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire et feront l'objet d'un devis**
- **Le bordereau prix prévoit :**
  - un prix horaire pour la maintenance curative hors pièce (intervention de 8h00-18h00 du lundi au vendredi). Ce prix unitaire est contractuel et sera rappelé dans le devis.
  - Le coefficient d'entreprise sur les factures des matériels.
- **Ces petites réparations sont comprises dans le marché dans les limites annuelles suivantes :**
  - Lot 1 : Maintenance des installations thermiques site de Nîmes et Montpellier : 15 000 € HT (pièces et main d'œuvre).
  - Lot 2 : Maintenance des installations thermiques site de Béziers, Carcassonne et Perpignan : 25 000 € HT (pièces et main d'œuvre).

Pour les autres réparations, une mise en concurrence sera effectuée par l'Urssaf car il s'agira de prestations hors marché.

### **3.3 Equipements de type numérique ou informatique**

Les installations prises en charge par le candidat comprennent des équipements de commande, de pilotage, de régulation ou de télésurveillance, de toutes marques et de toutes technologies (matériel analogique, matériel numérique avec ou sans report d'informations à distance, etc.).

Dans les cas où les installations sont équipées d'automates numériques ou de systèmes informatiques spécifiques (GTC / GTB), le candidat est tenu d'affecter du personnel qualifié pour effectuer toutes les interventions de paramétrage, programmation et maintenance de ces matériels.

Par ailleurs, il est chargé, dans le cadre du présent marché, d'acquérir tous les logiciels, licences et protocoles de communication nécessaires à leur exploitation.

### **3.4 Contrôle des prestations**

#### **3.4.1 Autocontrôle**

La bonne exécution des prestations sera régulièrement contrôlée par le Titulaire lui-même, qui recueillera les observations ou suggestions que l'urssaf ou ses représentants pourraient éventuellement formuler.

**Après chaque intervention, sous un délai de cinq jours ouvrés, le titulaire du présent lot devra remettre les gammes de maintenance associée aux équipements et matériels contrôlés avec précisions des dates d'intervention, des temps passés, noms et qualités des intervenants**

### 3.4.2 Vérification par l'Urssaf ou son représentant

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont assurées par l'Urssaf ou son représentant et portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées, ainsi que sur le respect de la réglementation, des performances et l'obligation de résultat.

Elles sont effectuées :

- -à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci.
- -dans le cadre de l'exploitation des documents de maintenance établis par le Titulaire.
- -dans le cadre des opérations de réception des travaux exécutés.
- Opérations de vérification les plus fréquentes :
  - -Essais de fonctionnement (contrôle en cours ou à la fin de l'intervention).
  - -Mesure des conditions à garantir.
  - -Qualification des personnels intervenant sur site.
  - -Contrôle de la tenue des documents de maintenance.

L'URSSAF peut faire contrôler, à tout moment, les prestations de maintenance par un organisme extérieur spécialisé.

## 4. MODALITE D'EXECUTION

---

### 4.1 Moyen mis à la disposition du titulaire

Chaque site assure la fourniture des énergies et combustibles nécessaires au fonctionnement de l'installation.

### 4.2 Modalités d'appel du titulaire

Pour les interventions de dépannage et d'évolution, les membres du groupement contacteront le Titulaire par téléphone.

Chaque demande est enregistrée afin d'établir une traçabilité chronologique des appels ainsi que de leur contenu.

### 4.3 Portail web

**Le Titulaire mettra à disposition de l'urssaf un portail de suivi de contrat consultable via un navigateur internet pendant toute la durée du contrat. La mise en place devra avoir lieu au cours du premier mois de prise d'effet du contrat.**

Ce dispositif devra être accessible par les navigateurs suivants :Firefox, Edge, Chrome et Safari.

L'outil permettra de centraliser l'ensemble des informations liées au contrat (traçabilité des demandes, rapport d'intervention, rapports de synthèse, rapport de vérification des obligations réglementaires, consommations, devis, ...).

Le portail permettra à l'Urssaf de visualiser, par lot, l'ensemble des informations du contrat.

L'ensemble de l'historique des interventions sera restitué en fin de contrat sous un format d'échange type XLS.

### 4.4 Fournitures et main d'œuvre à la charge du titulaire

**Les fournitures mentionnées ci-dessous sont à la charge du Titulaire et comprises dans le prix forfaitaire du titulaire :**

- **Les produits et ingrédients nécessaires au nettoyage, au graissage et à la lubrification, soit chiffons, graisses et huiles, etc ...**
- **Les outillages nécessaires à l'exécution des prestations,**
- **Les nettoyeurs et hydrophobes électriques,**
- **Les peintures nécessaires aux remises en état,**
- **Analyse annuelle d'eau du circuit de chauffage et de climatisation.**
- **Test annuel d'acidité de l'huile des circuits frigorifiques.**
- **Toute autre pièce ou matériel d'un coût unitaire entrant dans le cadre forfaitaire.**
- **Le remplacement des pièces dont le coût unitaire est inférieur à 50 € HT.**
- **Les filtres de traitement d'air ventilo-convecteurs, centrales de traitement d'air et caissons d'insufflation (un lavage sera admis sur les pré-filtres des centrales et filtres des ventilo-convecteurs si le média le permet).**

**Les pré-filtres ou d'air neuf ainsi que les filtres finisseurs seront obligatoirement remplacés tous les 6 mois.**

**L'ensemble des filtres jetables sera remplacé sur chaque site dans un délai de 3 mois suivant la prise d'effet du présent marché.**

**Le titulaire devra mettre à disposition, en permanence, un jeu de filtres en stock sur le site.**

**Nota :** Les produits consommables pour le traitement de l'eau feront l'objet d'un devis de fourniture annuelle selon besoin.

**Toute la main d'œuvre nécessaire aux opérations de maintenance préventive et palliative est à la charge de l'Entrepreneur et comprise dans ses prix, notamment les frais de déplacement correspondants et le changement, le démontage et la mise en œuvre :**

- des produits,
- des petites fournitures (précisées ci-dessus),
- des pièces de rechange forfaitaires,
- des filtres de traitement d'air,
- des consommables.

**La main d'œuvre nécessaire aux contrôles et vérifications des prestations à l'initiative de l'organisme est également incluse dans le montant forfaitaire du marché.**

**D'autre part, le Titulaire ne peut s'opposer à la visite des installations dont il a la charge et à l'examen des conditions de maintenance par toute personne autorisée par l'URSSAF (organismes habilités, Inspection du travail, ...) et il est tenu de mettre à disposition le personnel d'accompagnement. L'Urssaf pourra décider de faire effectuer, à sa charge, en cours de marché un contrôle des prestations par un bureau d'étude spécialisé.**

#### **4.5 Fournitures et main d'œuvre à la charge de l'URSSAF**

**L'Urssaf doit** la fourniture des produits, matériels et prestations suivantes :

- **L'entretien des installations en ce qui concerne les autres corps d'état,**
- **Les modifications d'installations faites sur l'initiative du Maître d'Ouvrage,**
- **La fourniture des énergies (électricité, gaz, ..) et des fluides (eau).**
- **L'Urssaf prendra à sa charge le montant des remplacements des pièces dont le coût unitaire est supérieur à 50 €HT ainsi que la main d'œuvre nécessaire pour la mise en œuvre et le remplacement de ces pièces.**
- **L'accès au sanitaire.**

Le titulaire maintiendra en état de propreté les locaux et les lieux dans lequel il est amené à intervenir.

#### **4.6 Pièces de rechange hors forfait**

On définit par le terme "autres pièces" l'ensemble des pièces de rechange ou pièces détachées non compris dans le cadre forfaitaire et dont le coût unitaire d'achat par le Titulaire toute remise déduite est supérieur à **50 € HT**.

L'entreprise est cependant libre de préconiser une liste des pièces de rechange qui diffère du cadre forfaitaire indiqué ci-dessus.

Tout remplacement des pièces de rechanges hors forfait fait l'objet d'un accord préalable écrit du Responsable de l'exploitation du site

Il appartient au Titulaire de faire, en temps voulu, auprès de l'URSSAF, la démarche nécessaire pour l'achat de ces matériels compte tenu des délais d'approvisionnement.

La main d'œuvre pour la pose de ces pièces de rechanges hors forfait fait également l'objet d'un devis. Ces prestations seront rémunérées tel que décrits au chapitre « prestation hors forfait » :

Les « autres pièces de rechanges » intègrent les grosses pièces à usage de pièces de rechange.

#### **4.7 Modalités pour Transfert de compétences et de responsabilités**

Ce paragraphe traite du transfert de compétence et de responsabilité en fin de Marché. Le Titulaire s'engage à assurer notamment :

- la présentation des installations concernées,
- la présentation des modes opératoires mis en place sur l'ensemble des prestations,
- le transfert de connaissance des contrats de maintenance, et de la documentation,
- un support pour assurer l'autonomie de la nouvelle équipe mandatée par l'Urssaf.

Le Titulaire rédige un rapport final sur les mêmes bases que le rapport annuel qui détaille de façon la plus exhaustive possible l'état des installations, fait un point sur la maintenance préventive (tableau précisant pour chaque équipement la date de la dernière maintenance calendaire et des maintenances lourdes réalisées pendant la période du Marché) et fournit le planning prévisionnel de la maintenance préventive pour la période suivante.

Deux mois avant l'expiration du Marché, une expertise contradictoire est exécutée afin de déterminer, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les installations qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement.

S'il apparaît qu'il y a effectivement état anormal d'entretien et de fonctionnement, l'URSSAF met en demeure le Titulaire, qui ne peut s'y soustraire, à remédier dans un délai de deux mois, aux défauts constatés.

#### **4.8 Bilan et suivi**

Le Titulaire établira un rapport annuel d'activité pour chaque site, à remettre au plus tard un mois après la date anniversaire du contrat. Ce rapport contiendra au minimum :

- Les matériels remplacés (référence et qualité),
- La synthèse des interventions (temps passé, analyse des causes, contrôle réglementaire, maintenances préventive et corrective),
- Les anomalies constatées à l'occasion des interventions de maintenance au regard de la réglementation,
- L'état d'obsolescence et de vieillissement du matériel avec des propositions qui permettront d'optimiser le fonctionnement des installations et de réduire la consommation d'énergie, d'avoir une vision globale de l'état des installations.
- La pertinence des points de contrôle,
- Les travaux permettant les économies d'énergie envisageables,

- La mise en évidence de l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution des besoins ou la prise en compte des remarques faites par les utilisateurs,
- Les améliorations souhaitables.

En annexe du rapport annuel seront fournis, par site, toutes les informations utiles, telles que :

- Les résultats d'analyses d'eau des circuits fermés de chauffage et de climatisation,
- Les résultats d'analyses d'huile.
- Les qualités et quantités des produits introduits dans les circuits (s'il y a lieu)
- **L'ensemble des gammes de maintenance complétées avec dates d'intervention, temps passés, noms et qualités des intervenants**
- **Une réunion annuelle avec un représentant du titulaire du marché et de l'organisme sera organisée pour chaque lot sur un des sites par alternance.**
- **Par ailleurs chaque année, comme précisé ci-avant, la liste des équipements (annexe 1) sera tenue à jour et actualisée.**

#### **4.9 Stock de pièces détachées**

Le Titulaire gère son propre stock de pièces détachées de manière à pouvoir faire face à ses obligations contractuelles.



## 5. OBLIGATION ET ASSURANCE

---

### 5.1 Obligation du prestataire

**Le Titulaire devra répondre de manière générale dans le cadre de sa prestation aux exigences de la Norme ISO 9001 ou équivalent.**

Le Titulaire doit présenter un plan d'assurance qualité permettant de garantir la réalisation de sa prestation.

En cas de modification des réglementations en vigueur, le Titulaire se doit de prévenir les membres du groupement, textes à l'appui, et de proposer des solutions techniques de mise en conformité avec chiffrage.

Le Titulaire s'engagera sur une obligation de moyens afin de garantir la bonne exécution des prestations demandées, pour cela il fournira dans son offre un descriptif des moyens qui seront mis en œuvre et proposera une liste de critères permettant de suivre et vérifier cet engagement.

### 5.2 Assurance

Pendant la durée d'exécution du marché, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens dans le cadre de sa mission.

Le Titulaire devra justifier à compter de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est couvert au titre de sa responsabilité civile pour son activité professionnelle par une assurance dont la police couvre les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris les membre du groupement du fait notamment de l'exécution des prestations et travaux objet du marché.

### 5.3 Garantie

Dans le cas d'une rémunération en dépenses contrôlées, si une nouvelle défaillance affectant le même organe en ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à 1an il n'y aura pas de facturation par le titulaire.

Les composants remplacés au titre du présent contrat auront une durée de garantie de 1an.

### 5.4 Modification ou évolution des périmètres

Lorsque des matériels importants ou équipements seront à prendre en charge ou abandonnés en cours d'année le marché fera l'objet d'un avenant.

Cet avenant dans le cas d'une extension sera présenté par le Titulaire accompagné d'un argumentaire technico-économique justifiant l'évolution du prix.

A l'inverse toute diminution de la consistance du parc d'équipement à maintenir engendre une révision du prix que le Titulaire proposera aux membres du groupement.

Le prix forfaitaire sera révisable dans les situations suivantes :

- Nouvelle consistance du parc provoquant une augmentation de plus de 5 % des prestations par rapport au prix du marché,
- Nouvelle consistance du parc provoquant une diminution de plus de 5 % des prestations par rapport au prix du marché.

Fin du descriptif